

Renforcer les partenariats et les politiques locales pour une gestion durable des régions sèches

*Auteurs : **Masse Dominique** (Institut de recherche pour le développement - IRD), **Diallo Diagne Ndeye Hélène** (Institut sénégalais de recherches agricoles - ISRA), **Hien Edmond** (Université Joseph Ki-Zerbo - UJKZ), **Roupsard Olivier** (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - Cirad), **Salgado Paulo** (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - Cirad), **Sow Malick** (Fédération des associations paysannes de Louga - FAPAL), **Ramadan Sylla** (Coordination nationale des organisations paysannes du Mali - CNOP-M), **Tall Laure** (Initiative prospective agricole et Rural - IPAR), **Chotte Jean-Luc** (Institut de recherche pour le développement - IRD, Comité scientifique français de la désertification - CSFD).*

Contexte

La terre et ses ressources naturelles (sol, eau, végétaux, animaux) fournissent de la nourriture, de l'eau, du bois de chauffage, des plantes médicinales et d'autres services écosystémiques. Les sols régulent les cycles biophysiques (comme le carbone). Les terres assurent aux populations la sécurité, un statut et une identité sociale. Cependant, à l'échelle de la planète 100 millions d'hectares de terres ont été dégradés (soit deux fois la superficie du Groenland) chaque année entre 2015 et 2019. Si les tendances actuelles se poursuivent, il faudra restaurer 1,5 milliard d'hectares de terres d'ici à 2030 pour parvenir à un monde neutre en termes de dégradation des terres. Cette dégradation favorise la pauvreté et la faim, et affecte particulièrement les populations (soit 1,5 milliard d'habitants) des zones arides, semi-arides et sub-humides sèches qui couvrent 40 % de la surface des terres émergées sur la planète.

Notre vision

La communauté internationale s'est fixé l'objectif d'ici 2030 d'atteindre un monde neutre en termes de dégradation de terres (ODD 15.3). Pour être atteint, cet objectif impose :

1. Des politiques intersectorielles cohérentes sur le long terme afin de mettre en place des solutions face aux freins économiques et sociétaux que rencontrent les acteurs de terrain ;
2. Une recherche conçue, produite et mise en œuvre conjointement avec et par les acteurs académiques et non académiques, afin de lever les freins d'une productivité primaire qui doit nécessairement s'accroître tout en utilisant efficacement et durablement les ressources naturelles ;
3. Une territorialisation des actions pour agir avec la bonne solution, au bon endroit et au bon moment.

Pour atteindre ces conditions, nous recommandons de mettre en œuvre une stratégie coordonnée d'interventions suivantes :

1. Des politiques intersectorielles cohérentes sur le long terme

Les conditions environnementales et techniques et leurs évolutions sont essentielles dans la production agricole. Cependant, le monde agricole et ses acteurs répondent à des orientations politiques nationales, elles-mêmes inscrites dans un contexte régional et international.

De nombreuses administrations interviennent sur le champ de l'agriculture et de l'élevage, que ce soit les ministères en charge de ces secteurs, ou les ministères en charge de l'environnement voire de la santé et de l'économie.

D'autres parties prenantes interviennent également comme la recherche scientifique, les organisations non gouvernementales ou autres associations. Le monde paysan peut se trouver alors devant des injonctions politiques qui changent régulièrement, qui ne sont pas adaptées à un contexte donné, voire qui s'avèrent contradictoires. De plus, si la dégradation des terres peut être très rapide, les actions de restauration et de réhabilitation, qui reposent sur des processus complexes souvent difficiles à maîtriser, s'inscrivent en revanche dans des temps beaucoup plus longs.

Soutenir le monde agricole demande donc des politiques publiques accompagnées, sur le long terme, de soutiens techniques et financiers concertés et cohérents.

NOS RECOMMANDATIONS

- ▷ Renforcer l'engagement sur le long terme de l'ensemble des parties prenantes
- ▷ Co-construire une vision et une ambition partagées
- ▷ Coordonner et planifier les politiques publiques
 - Entre les secteurs administratifs (agriculture et élevage, foncier, social, économique, environnement)
 - Entre les collectivités locales (région, département, commune) au sein des territoires
- ▷ Éviter les redondances en mettant en résonance les Plans d'actions nationaux d'adaptation au changement climatique (PANA), les Stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la biodiversité (NBSAP), les programmes de neutralité en termes de dégradation des terres (LDN), le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe
- ▷ Documenter les interdépendances entre les Objectifs de développement durable, en particulier les synergies et les compromis entre la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ODD2) et la dégradation des terres (ODD 15)
- ▷ Créer une structure unique regroupant les services de l'État pour coordonner ces actions

2. Une recherche conçue, produite et mise en œuvre conjointement avec et par les acteurs académiques et non académiques

La productivité primaire détermine de nombreux services écosystémiques essentiels au bien-être des populations. Augmenter la productivité primaire des écosystèmes et des agrosystèmes dans les régions arides, semi-arides et sub-humides sèches, est un défi majeur auquel la recherche doit répondre. Augmenter la productivité permet d'offrir plus de biomasse végétale dans les forêts, les savanes, les champs cultivés, et par conséquent plus de produits alimentaires, de biodiversité, de carbone stocké dans les sols. Cependant, les choix techniques auxquels sont confrontés les agriculteurs, les éleveurs, les gestionnaires de forêt et de l'environnement doivent tenir compte des réalités sociales et économiques. Fort de leurs connaissances, les acteurs locaux mettent en œuvre des pratiques adaptées et éprouvées.

Il est donc impératif pour la recherche d'orienter ses travaux au travers du prisme de ces spécificités locales, et de se nourrir des savoirs et connaissances locales favorables à l'émergence de solutions performantes pour faire face au changement climatique et aux transformations sociales.

NOS RECOMMANDATIONS

- ▷ Soutenir et financer sur le long terme la science, la technologie et l'innovation par la promotion :
 - D'une recherche interdisciplinaire réunissant les sciences sociales et humaines, les sciences du sol et du climat, les sciences agronomiques, les sciences écologiques, les sciences du numérique et de l'intelligence artificielle

- D'une recherche transdisciplinaire participative mêlant les producteurs et leurs organisations, les associations ou les ONG de conseil ou d'appui à l'agriculture
- D'une recherche innovante associant connaissances académiques et locales permettant de co-construire des solutions pour une utilisation des ressources naturelles plus efficiente et durable.

3. Une territorialisation des actions pour agir avec la bonne solution, au bon endroit et au bon moment

La prise de conscience par les États du caractère global des questions environnementales, climatiques, démographiques, et les décisions prises au sein des enceintes internationales de négociation (Conventions de Rio, Nations unies, etc.) fixent un cadre général pour les politiques publiques d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques, de lutte contre la perte de biodiversité et contre la dégradation des terres. Cependant, c'est à l'échelle des territoires que convergent les actions de développement économique et social, et de préservation de l'environnement. C'est pourquoi, c'est à échelle locale que l'opérationnalisation des actions doit se faire, en engageant l'ensemble des parties prenantes. L'agriculture montre une vaste diversité de contextes et de conditions de vie des ménages ou des exploitations agricoles. Il est donc nécessaire de pouvoir proposer des politiques contextualisés à chaque situation, prenant en compte notamment les plus vulnérables. Diagnostics et solutions doivent être issus de la collaboration, de l'échange et du partage en toute transparence des connaissances.

Enfin, construire une vision partagée et collaborer nécessitent d'adapter les discours, les rendre compréhensibles, les traduire dans les langues locales.

NOS RECOMMANDATIONS

- ▷ Construire un lexique commun à tous les acteurs permettant une vision commune de l'état de la santé des sols et des terres
- ▷ Définir ensemble des indicateurs pertinents et facilement mesurables pour planifier et agir au bon endroit, à la bonne échelle et au bon moment
- ▷ Développer des espaces ouverts de dialogue, de concertation et de construction permettant à tous les acteurs (académiques, non académiques, secteur privé, secteur public, jeunes, femmes) de partager leurs savoirs et de s'approprier d'autres savoirs. Ces tiers-lieux proposeront des solutions adaptées aux territoires et des actions coordonnées sur le long terme incluant la diversité des acteurs concernés.
- ▷ Développer des moyens appropriés à la diversité des acteurs pour échanger des connaissances, pour se comprendre mutuellement, pour communiquer efficacement. En terme de langages utilisés, cela nécessite des efforts de compréhension approfondie des conceptions et des représentations du monde propre à chaque langue, à chaque culture et à chaque discipline scientifique.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de toutes ces institutions